



## Note documentaire concernant l'étude

### Le nouveau « maintien de la paix »

Après une période de remise en question consécutive aux échecs de certaines missions de la décennie 1990, les opérations de maintien de la paix se sont transformées au cours des dix dernières années. Elles ont subi de tels changements que la plupart des experts préfèrent parler d'« opérations de paix », une expression qui recouvre toutes les pratiques menant à la paix, de la prévention des conflits à la consolidation de la paix en passant par le maintien et l'imposition de la paix. Elles sont devenues un instrument incontournable dans la gestion ou le règlement des conflits. Aujourd'hui, les opérations de paix ce sont :

- 40 missions de maintien, d'imposition ou de consolidation de la paix déployées sur cinq continents;
- 200 000 gardiens de la paix (militaires et observateurs militaires, policiers et experts civils);
- six organisations internationales et régionales – ONU, UE, OTAN, UA, OSCE, CEEAC – et deux coalitions qui prennent part actuellement à des missions;
- des milliards de dollars destinés à reconstruire des États fragiles et à offrir un nouveau départ aux populations de 23 pays, situés particulièrement en Afrique;
- un taux de réussite salué par la plupart des chercheurs et centres de recherche, dont la RAND Corporation et le Human Security Report.

Si les opérations de paix d'aujourd'hui sont devenues aussi populaires auprès des décideurs comme outil de gestion ou de règlement des conflits, c'est que leur perfectionnement au fil des ans a produit des résultats. Aujourd'hui, les mandats des opérations de paix permettent :

- l'établissement de la confiance entre parties et l'accompagnement du processus politique;
- l'arrestation de criminels de guerre et leur comparution devant les tribunaux internationaux;
- la création ou le renforcement de structures étatiques et la supervision d'élections;
- le désarmement et le déminage;
- la réintégration des enfants-soldats et des milices;
- la protection des civils, particulièrement des femmes et des enfants;
- la réforme du secteur de la sécurité;
- la réhabilitation d'infrastructures, d'hôpitaux, d'écoles, etc.;
- la création de milliers d'emplois locaux.

Le succès des opérations de paix est dorénavant pris en compte, même par un nombre croissant de pays occidentaux qui les avaient plus ou moins abandonnés dans les années quatre-vingt-dix. Les témoignages de cette confiance retrouvée se multiplient :

- en 2006, sept pays européens viennent renforcer la mission au Liban (FINUL);
- en septembre 2009, au cours d'une rencontre sans précédent, le président Barack Obama s'adresse aux pays contributeurs de contingents de l'ONU et promet un engagement soutenu des États-Unis;

- en février 2010, le nouveau Livre vert de la Défense britannique souligne que « le rôle exceptionnel de l'ONU dans l'architecture internationale, l'édification de la paix, la sécurité et la gouvernance est plus important que jamais ».

### **Le retour du Canada**

Dans quelques mois, le Canada amorcera le retrait de son contingent militaire en Afghanistan après une décennie de présence. Au cours de ces années, les autorités gouvernementales canadiennes ont préféré engager le Canada dans des interventions militaires en dehors du cadre de l'ONU et, dans le cas particulier de l'Afghanistan, dans une mission de lutte anti-insurrectionnelle. Ce choix est parfaitement légitime. Mais les Canadiens et leurs élites doivent aussi se rappeler que Pearson a laissé un héritage dont l'étonnante transformation et la grande vitalité surprennent. Le monde entier fait dorénavant des opérations de paix – ancienne comme nouvelle version – un de ses instruments par excellence pour la gestion ou le règlement des conflits.

Le Canada, fort de cette tradition et de l'expérience exceptionnelle et courageuse de ses militaires en Afghanistan, est dorénavant en mesure de se réengager dans les opérations de paix. À cette fin, il peut compter sur :

- l'appui massif des Canadiens toujours très attachés au maintien de la paix;
- des militaires canadiens expérimentés, bien équipés et prêts à relever le défi des opérations de paix;
- une structure onusienne de décision et de planification renforcée et efficace;
- des organisations internationales et régionales prêtes à soutenir l'ONU ou à prendre la relève;
- des alliés européens, américain, australien et néo-zélandais déjà actifs à bâtir des coalitions ou à s'engager fortement sous le chapeau des organisations internationales.

### **Pour plus d'informations, prière de s'adresser à :**

Kate McAuley  
Program Coordinator  
CDFAI  
Téléphone : 403-231-7624  
Télécopieur : 403-231-7598

Jocelyn Coulon  
Téléphone : 514-951-0431  
Courriel : [jcoulon@operationspaix.net](mailto:jcoulon@operationspaix.net)